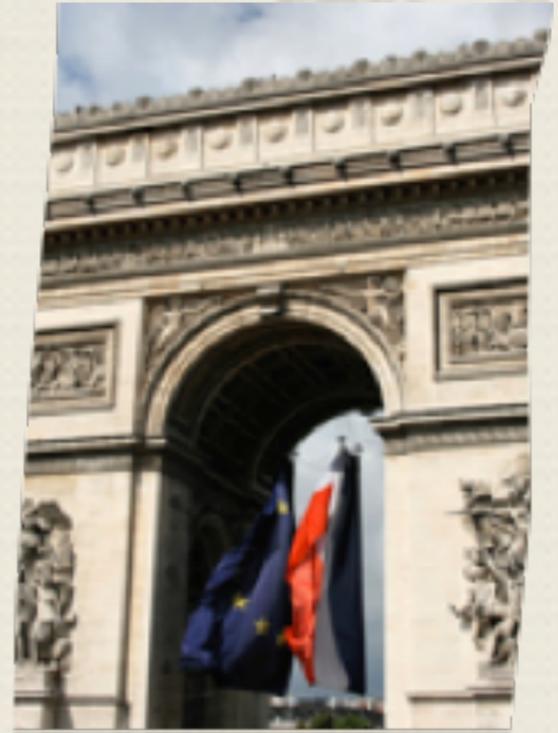


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 30 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Un espace...
- 2) Structuration
- 3) Enfin il laisse la place aux autres
- 4) Combien il gagne ?
- 5) Il répond à Valls
- 6) C'est possible...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Hamon voit un "espace considérable" à gauche, pour un "bloc progressiste et européen"



Benoît Hamon prévoit d'annoncer en fin de semaine l'adhésion de 40.000 membres à son mouvement. @ PHILIPPE HUGUEN / AFP

Le fondateur du Mouvement du 1er juillet souhaite faire alliance avec d'autres formations politiques de gauche pour construire "un bloc progressiste" au niveau européen.

Benoît Hamon a estimé lundi qu'il existait un espace politique "considérable" pour la gauche, "entre l'impasse du néolibéralisme" et celui d'une "réplique nationaliste", et a souhaité pouvoir mener des "alliances" et construire un "bloc progressiste" au niveau européen. "Je veux rejeter le modèle néolibéral, mais pas l'Europe avec", a assuré Benoît Hamon sur franceinfo, se disant à nouveau "en désaccord" avec le patron de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon sur la question européenne. "Mon objectif est de participer à la construction d'un bloc progressiste", au niveau européen, "qui rejette le modèle néolibéral, qui voit indépendamment de la modification des traités tout ce qui peut être fait", a-t-il expliqué, précisant y travailler avec l'ex-ministre grec Yanis Varoufakis.

"L'enjeu, ce sont les alliances". "Entre l'impasse du néolibéralisme et l'impasse d'une réplique nationaliste, l'espace politique est immense", a-t-il affirmé, persuadé que "l'enjeu, ce sont les alliances". "Avec des communistes, avec Europe Ecologie-Les Verts, avec des socialistes, avec de la gauche citoyenne et solidaire, cet espace-là pourra être considérable", a-t-il insisté. "La question c'est : sur la BCE, sur la gouvernance de la zone euro, sur les fonds structurels, sur l'harmonisation fiscale et sociale, comment cela se décline-t-il?", a-t-il poursuivi.

"Attentif" à l'élection du chef de file du PS. Alors que son Mouvement du 1er juillet (M1717), lancé après les défaites socialistes du printemps, doit fixer le week-end prochain son identité et sa stratégie, Benoît Hamon a indiqué qu'il prévoyait d'annoncer l'adhésion de 40.000 membres. Le questionnaire en ligne proposé à ses sympathisants a obtenu "près de 30.000 réponses", a-t-il précisé. L'ex-socialiste a aussi assuré qu'il serait "attentif" à l'élection du chef de file du PS lors du Congrès d'avril, et qu'il attendait de voir "si le PS se dote d'un premier secrétaire qui s'inscrit dans une logique de rassemblement de la gauche", qui soit attaché aux "questions d'égalité" et à "la tempérance de notre modèle de développement".

"Des socialistes en peau de lapin". Interrogé sur l'ex-député PS Olivier Dussopt, nommé secrétaire d'Etat vendredi, Benoît Hamon a estimé que "le fantasme du pouvoir [...] étirent les cœurs à gauche comme à droite". "Comment est-ce qu'on peut être dans les discours attaché à l'amélioration du service public et ensuite accepter un poste qui va vous amener à supprimer 120.000 fonctionnaires ?", a-t-il demandé. "Ça s'appelle des socialistes en peau de lapin", a-t-il ajouté.

II) Jean-Luc Mélenchon structure La France insoumise

La Croix (avec AFP)

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, réunie les 25 et 26 novembre en convention à Clermont-Ferrand, a affiné dimanche 26 novembre son organisation et les moyens de porter son projet politique.



Lors de la troisième convention du dimanche 27 novembre à Clermont-Ferrand, Jean-Luc Mélenchon a esquissé l'organisation de La France insoumise (LFI). / Thierry Zoccolan/AFP

Lors de la troisième convention du dimanche 27 novembre à Clermont-Ferrand, Jean-Luc Mélenchon a esquissé l'organisation de La France insoumise (LFI) en présence de ses quelque 1 600 militants.

« Il y avait une transition qui était délicate à passer, a expliqué Jean-Luc Mélenchon. Les deux premières conventions étaient dans le feu de la campagne présidentielle. On est à une autre étape, il va falloir s'installer dans la durée », a-t-il prévenu.

Mais cette convocation intervient au moment où l'image de Jean-Luc Mélenchon se dégrade nettement. Selon un récent sondage, seulement 36 % des Français ont une bonne opinion de lui, contre 42 % encore il y a deux mois.

« construire le mouvement du peuple »

« Nous sommes face à un défi complexe : construire le mouvement du peuple », a déclaré en clôture de deux jours de travaux Manuel Bompard, coordinateur des campagnes de LFI. « On construit un objet politique nouveau mais pour de vrai, pas un gadget, pas de la communication », a-t-il assuré.

Il s'agit, a expliqué la coordinatrice du programme, Charlotte Girard, de « fédérer la diversité autour d'un socle idéologique concret ». « L'objectif est d'être un mouvement ample, qui n'exige pas de ses militants d'avoir tous la même forme d'engagement », a renchéri de son côté Manuel Bompard.

Assemblée représentative

Au cours de la Convention, les Insoumis ont ratifié par 93 % des voix le principe de la création d'une Assemblée représentative du mouvement tout en planchant sur les modalités de sa composition ainsi que de son rôle. En attendant les prochaines échéances électorales – européennes en 2019 et possibles législatives partielles d'ici là –, l'accent est mis sur l'action « utile tout de suite ».

Qualifié à la rentrée de « gazeux » par l'ex-candidat à la présidentielle, le mouvement âgé d'à peine deux ans ne veut à aucun prix ressembler à un parti traditionnel. Aussi se construit-il selon deux principes validés par les militants : « Liberté d'action » et « cadre national » autour du socle du programme l'« Avenir en commun ».

Dans ce dispositif, Jean-Luc Mélenchon, affirme se limiter à ses fonctions de président du groupe parlementaire. « Je ne suis que ça dans l'organigramme », assure-t-il même si de l'avis général, le député des Bouches-du-Rhône conserve son « magistère » sur le mouvement. Une mobilisation en deux vitesses

Sur les plus de 500 000 « Insoumis » revendiqués, tous ne sont pas actifs au même titre. Par exemple, seuls 70 000 ont voté pour choisir les trois campagnes nationales que mènera le mouvement en 2018.

Certains se sont inscrits sur le site Internet avant la présidentielle, ont fait cette campagne puis celle des législatives, d'autres sont arrivés après ou se sont désintéressés aussitôt la période électorale passée. « On essaie de tenir compte de la multiplicité des envies et des rythmes », explique Manuel Bompard.

Groupes d'action locaux

« On a tous un point commun : l'envie d'aider, de se battre contre quelque chose de grave qui concerne beaucoup de gens », résume Christelle Choureau, militante de Côte d'Or, à propos de la future campagne nationale contre la pauvreté.

Plus petite structure du « réseau insoumis », les « groupes d'action » locaux, au nombre de 5 000 actuellement et composés chacun de 12 militants actifs maximum, en seront la cheville ouvrière. Parallèlement, le mouvement est organisé autour de deux équipes, opérationnelle et programmatique, et de plusieurs espaces, dont celui des luttes et l'espace politique.

Oppositions aux ordonnances d'Emmanuel Macron

Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a estimé dimanche que « la galère commence maintenant » pour le président Emmanuel Macron : « C'est maintenant que les gens vont être confrontés aux conséquences de sa politique, c'est maintenant qu'ils vont voir les services publics se fermer et ainsi de suite », a-t-il poursuivi, ajoutant : « par conséquent, la galère, elle commence pour lui maintenant, elle s'arrête pour moi maintenant ».

La Croix (avec AFP)

III) Le député Solère lâche à contre-cœur son poste de questeur à 18.000 euros par mois

Par Étienne Girard

Le député Thierry Solère annonce ce mardi 28 novembre qu'il renonce finalement à son poste en

Europe 1

LAPRESSEENREVUE.EU

or à la questure de l'Assemblée nationale. Pour en arriver là, le groupe LREM a dû lui tordre un peu le bras...

Ils lui ont donc tordu le bras. Alors qu'il avait jusqu'à présent toujours exclu cette hypothèse, le député Thierry Solère annonce, ce mardi 28 novembre sur Cnews, qu'il quitte son poste de questeur, rémunéré quelque 18.053,31 euros brut par mois. Pas tout de suite néanmoins : l'ex-maire de Boulogne-Billancourt explique qu'il lâchera son job en or... à la fin de l'année. De quoi engranger pendant encore un mois.

Au moment de justifier son choix, Thierry Solère, qui vient d'annoncer ce dimanche qu'il rejoignait la République en Marche (LREM), en fait des tonnes : "Moi mon engagement c'est pour des idées, c'est pas pour des fonctions (...) j'en tire en parfaite cohérence les conclusions et donc je vais quitter mes fonctions de questeur dès la fin de cette année pour permettre, dès le début de l'année 2018, sans attendre le mois d'octobre, que l'opposition puisse être représentée au sein de la questure". C'est oublier un peu vite que le député s'est justement accroché mordicus à son poste de questeur, sa rémunération, son hôtel privé, ses assistants et son chauffeur, pendant 48 heures. "Je n'ai aucune raison de démissionner", expliquait-il encore ce dimanche sur BFMTV.

Le député avait, au contraire, une très bonne raison de démissionner. Selon le règlement de l'Assemblée nationale, un des postes de questeur est en effet réservé à un élu de l'opposition. Or, en passant de LR-Constructifs à LREM ce dimanche, l'ex-organisateur de la primaire de la droite ne peut définitivement plus prétendre représenter l'opposition à la questure. Ce que le président de l'Assemblée, François de Rugy, lui a rappelé sur Twitter. Thierry Solère a compris vite, il aura juste fallu lui expliquer longtemps...

L'explication de ce revirement final est sans doute à aller chercher dans le calendrier : le député doit valider ce mardi son atterrissage au groupe LREM. Dont le président, Richard Ferrand, a d'ailleurs lié les deux dans sa réaction sur Twitter : "Avec élégance et responsabilité, Thierry Solère indique qu'il rejoint notre groupe et quittera la questure fin 2017. Bienvenue !" A 1h29 du matin, le même avait d'ailleurs posté ce message pressant : "Tout à l'heure chez Jean-Pierre Elkabbach sur Cnews, Thierry Solère dira pourquoi il est En Marche. La nuit porte conseil." La nuit a donc manifestement fait son effet.



Richard Ferrand@RichardFerrand
Tout à l'heure chez @JP_Elkabbach @CNEWS @solere92 dira pourquoi il est @enmarchefr #lanuitporteconseil



Richard Ferrand@RichardFerrand
Avec élégance et responsabilité @solere92 indique qu'il rejoint notre groupe et quittera la questure fin 2017 @CNEWS @JP_Elkabbach @LaREM_AN Bienvenue !

Marianne

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le candidat du Nouveau Parti Anti-capitaliste se confie sur ses finances.

Tous les candidats à la présidence de la République ont, semble-t-il, la même difficulté à économiser de l'argent à la fin du mois.

Si François Fillon se plaignait récemment de ne pas parvenir à épargner malgré ses revenus importants (désigné comme homme politique français le mieux payé en 2017), c'est au tour de Philippe Poutou, candidat du NPA, de se laisser aller à quelques confidences sur ses revenus.

Ouvrier chez l'entreprise Ford, Philippe Poutou explique toucher 2 000 euros net chaque mois : "Moi, je ne me plains pas. C'est vrai qu'à partir de revenus comme ça, on commence à vivre correctement".

Le candidat, qui réclame un salaire minimum de 1 700 euros par mois pour tous les travailleurs, explique qu'il est difficile dans sa situation de mettre de l'argent de côté : "Un petit peu, pas beaucoup, mais un petit peu". Combien ? "Je n'en sais rien, mais pas grand-chose, pas grand-chose, on est quatre", il ajoute : "Même avec un smic, on n'arrive pas à vivre aujourd'hui [...] C'est ça qui compte, c'est que la société puisse assurer un revenu minimum pour les gens".

Le candidat reste lucide sur son score à l'élection, mais espère que sa participation et la mobilisation en sa faveur permettront de faire entendre la voix de son parti.

buzger

V) Laïcité : Jean-Louis Bianco répond à Manuel Valls

Par Héléna Berkaoui

Le président de l'Observatoire de la laïcité a réagi aux propos de Manuel Valls. L'ancien Premier ministre avait estimé que Jean-Louis Bianco n'était « pas à la hauteur de la situation. »

« Je crois qu'en effet Jean-Louis Bianco n'est pas à la hauteur de la situation » a déclaré Manuel Valls, dimanche dans Le grand jury (RTL, LCI, le Figaro). Dans son interview, l'ancien Premier ministre évoque le séminaire d'études décoloniales qui devait se tenir à l'université de Limoges mais qui a finalement été annulé. « Quand on laisse des personnalités comme Houria Bouteldja (porte-parole du Parti des indigènes de la république) (...) participer à des colloques universitaires et quand on ne s'émeut pas de ces pratiques, je pense qu'en effet le combat, avec force, mérite d'être mené » avait assené Manuel

Valls.

« Manuel Valls, autant que je me rappelle, a été ministre de l'Intérieur, a été Premier ministre quand est-ce qu'il a poursuivi ces personnes-là ? » réplique Jean-Louis Bianco. Le président de l'observatoire de la laïcité refuse de « rentrer dans la provocation. » Selon lui, « c'est aux universités de trouver un équilibre, on peut débattre d'un certain nombre de sujets, c'est bien le lieu de l'université. Mais pas n'importe comment et pas dans n'importe quelle condition » précise-t-il.

Jean-Louis Bianco insiste sur le fait que l'observatoire de la laïcité « n'est pas chargé d'être une sorte de police générale, de décider qui doit parler, qui ne doit pas parler suivant que ça plaise ou non à Monsieur Valls. »

Il faut « construire un avenir pour ces territoires et sortir enfin de ces ségrégations. Le communautarisme naît aussi d'une ségrégation » affirme Jean-Louis Bianco

Alors que les débats autour de la laïcité ont rarement été aussi sensibles, Jean-Louis Bianco se veut rassurant. « Je ne crois pas que la laïcité soit en danger, je crois qu'il y a beaucoup de polémiques qui sont liées à des postures, qui visent à exciter les gens, qui sont dangereuses » analyse-t-il.

Jean-Louis Bianco estime que « la laïcité est attaquée par des gens qui veulent introduire une religion, et notamment l'islam, à la place de la République. » Il assure que « c'est une position qui doit être combattue, fermement, calmement mais qui est très minoritaire. » Le président de l'Observatoire de la laïcité rappelle que « l'immense majorité de nos compatriotes qui est de confession musulmane, de culture musulmane pratiquent leur foi tranquillement sans poser de problème à personne. »

Pour Jean-Louis Bianco, la priorité est de « construire un avenir pour ces territoires et sortir enfin de ces ségrégations. Le communautarisme naît aussi d'une ségrégation, on a des gens complètement homogènes dans un quartier donné » explique-t-il.

PUBLIC
SENAT
#AuCœurDuDébat

VI) 90% de renouvelables en 2035, c'est possible

Par latribune.fr



Les prix des batteries et de l'électricité propre ont chuté si brutalement que même les projections imaginant un système à 85-90 % de renouvelables pour 2035 semblent aujourd'hui « ridiculement conservatrices ». Un article de notre partenaire Euractiv.

« Nous sommes très confiants vis-à-vis des renouvelables. » Pour Lord Adair Turner, le président de la Commission sur les transitions énergétiques (et ex-président, de 2008 à 2013, de la Financial Services Authority, le gendarme de la finance britannique), une coalition d'organisations commerciales, financières et énergétiques, les projections actuelles frôlent le ridicule.

Selon lui, les projections les plus optimistes avancées par le passé, y compris celles de Greenpeace, sont aujourd'hui complètement dépassées par la réalité et l'effondrement du prix de l'installation des générateurs d'énergie renouvelable.

Un système énergétique 100% renouvelables est atteignable

En se fondant sur des prévisions prudentes, la Commission sur les transitions énergétiques a calculé qu'un système énergétique 100% fondé sur les renouvelables était à présent atteignable - et sans doute plus rapidement qu'on ne le pense.

« Nous sommes à peu près convaincus que, dans 10 ou 15 ans, un système presque entièrement renouvelable est possible, à 85% ou 90%, et appuyé sur les énergies renouvelables intermittentes », assure le Britannique. « Nous disons 2035, mais cette date est probablement ridiculement conservatrice. »

La baisse des prix devrait se poursuivre, estime-t-il, prédisant que, aux enchères, le solaire pourrait valoir moins de 1 centime d'euro par kilowatt heure (KWh) dans un avenir proche, après une vente à 1,66 centime d'euro le KWh enregistrée la semaine dernière au Mexique.

La chute des prix des batteries a aussi dépassé les attentes avec un prix du stockage par kilowatt en baisse de 70% entre 2010 et 2016. Et cela continuera, assure-t-il, citant l'ambition de Tesla de construire la toute première batterie au lithium-ion de 100 mégawatts (en Australie, lire ci-dessous).

Effondrement des prix : une véritable tempête sur les marchés

« La dynamique est presque hors de contrôle », indique Auke Lont, Pdg de Statnett, le gestionnaire du réseau norvégien. C'est une vraie tempête sur les marchés économiques mondiaux en ce qui concerne l'énergie propre.

« C'est tout simplement incroyable, chaque semaine il se passe quelque chose quelque part dans le monde », continue-t-il, citant une vente aux enchères en Allemagne, où 1 gigawatt

d'éolien terrestre a été vendu à 38 euros le mégawatt heure (MWh) la semaine dernière.

Les nouvelles estimations de la Commission sur les transitions énergétiques devraient donner du poids aux propositions actuellement débattues au niveau de l'UE. Le 28 novembre, les eurodéputés ont en effet soutenu un objectif de 35% d'énergies renouvelables d'ici 2030, une amélioration par rapport aux 27% proposés il y a un an par la Commission européenne.

La proposition doit à présent obtenir le feu vert des États membres, ce qui risque d'être compliqué. Jusqu'ici, les États se sont en effet toujours montrés plus frileux que le Parlement sur le sujet des renouvelables.

Des prévisions européennes trop basses de l'avis général

Pourtant, même les fonctionnaires admettent aujourd'hui que les prévisions européennes sont trop basses. Maroš Šefčovič, le commissaire chargé de l'Union de l'énergie, a indiqué la semaine dernière que l'exécutif européen devait adapter ses estimations, afin de prendre en compte la chute rapide des coûts associés aux renouvelables.

« Nous avons à présent de nouveaux arguments pour revoir nos objectifs », a-t-il déclaré, assurant que la Commission encouragerait les négociations.

Cependant, ce nouvel objectif de 35% fait encore (très) pâle figure face à l'analyse de la Commission sur les transitions énergétiques. Les projections utilisées pour le définir se fondent en effet sur la supposition que seuls le gaz et les batteries au lithium permettraient de compléter les renouvelables intermittentes. Or, les technologies liées à la gestion de la demande se sont diversifiées de manière inattendue, ce qui pourrait encore pousser les prix vers le bas rapidement.

Transport, sidérurgie, chimie... des secteurs difficiles à électrifier

« Nous devons électrifier l'économie le plus possible », conclut Adair Turner, en ajoutant que des renouvelables peu coûteux aideront à décarboner d'autres secteurs de l'économie actuellement perçus comme « difficiles à électrifier », comme le transport ou les industries lourdes comme la sidérurgie, l'industrie chimique ou du ciment.

Selon lui, même pour ces secteurs, la production « d'hydrogène propre » à partir d'électricité renouvelable pourrait bientôt devenir économiquement faisable. L'hypothèse phare de la Commission sur les transitions énergétiques, c'est « qu'une partie de la solution à ces secteurs difficiles à électrifier serait en fait plus d'électrification, soit directement soit via de l'hydrogène propre ».

La Norvège, exemple à l'appui

En réponse aux sceptiques d'une énergie propre, Auke Lont rappelle que la Norvège est la preuve vivante qu'un système énergétique basé sur les renouvelables peut fonctionner. Le pays dépend déjà des renouvelables pour 60% à 65% de ses besoins totaux en énergie.

« Nous gérons un système électrique qui est 100% renouvelable », a-t-il expliqué, grâce à des capacités de secours fournies par le Danemark lorsqu'il n'y a pas de vent en Norvège.

Appel à un changement urgent des mentalités des institutions

« La technologie est là, les coûts chutent. Maintenant nous devons agir », affirme Laurence Tubiana, Pdg de la Fondation européenne pour le climat et commissaire à la Commission sur les transitions énergétiques.

« Et dans ce domaine, nous sommes à la traîne », prévient-elle, appelant les responsables politiques à rattraper leur retard vis-à-vis des progrès rapides en termes d'électrification et du coût des renouvelables. « Nous avons besoin d'un signal du gouvernement pour agir », a-t-elle assuré, faisant référence au lent développement des véhicules électriques en Europe.

« Nous pouvons avoir de bonnes surprises, mais elles arriveront trop tard », met-elle en garde, appelant à un changement de mentalité des institutions.

Par Frédéric Simon, Euractiv.com (traduit par Manon Flausch)



A Suivre...
La Presse en Revue